

Document de travail¹
(Version originale : anglais)

Table ronde 2 : La migration en tant que facteur du développement

Table ronde, session 2.1 :
L'intégration de la migration dans la planification au niveau sectoriel

Résultats escomptés²

La présente table ronde devrait permettre un examen approfondi de l'intégration de la migration dans la planification des politiques au niveau sectoriel.

1. Contexte

La présente table ronde est axée sur l'intégration de la migration (internationale) dans les politiques sectorielles. Le document offre tout d'abord un aperçu des échanges relatifs à l'intégration de la migration et à la cohérence des politiques migratoires dans le contexte du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD). Il propose ensuite une brève analyse des pratiques existantes en matière d'intégration de la migration dans les politiques sectorielles puis offre des conclusions.

Contexte : Statut du discours politique relatif aux notions d'intégration de la migration et de cohérence des politiques migratoires

Plusieurs aspects de l'intégration de la migration dans la planification du développement ont été abordés lors du FMMD depuis sa création, notamment les approches et concepts (tels que l'approche par l'«ensemble du gouvernement», la «cohérence politique», l'approche interdisciplinaire), les processus institutionnels (coordination, planification du développement, institutionnalisation, dialogue) et les initiatives concrètes³. Il

¹ Le présent document a été élaboré par l'Organisation internationale de la migration (OIM) conformément aux discussions et grâce à la contribution des **co-présidents de la TR 2.1**, l'Équateur et le Maroc, ainsi que **des membres de l'équipe de la TR**, l'Australie, le Bangladesh, la Costa Rica, Djibouti, l'Espagne, l'Indonésie, la Jamaïque, la Moldavie, les Philippines et la Suisse. Des **partenaires non gouvernementaux** y ont également contribué, à savoir la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'OIM, l'Organisation internationale du travail (OIT), le Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'OIM n'assume aucune responsabilité et ne garantit pas la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans le présent document, qui a pour objectif d'informer et de stimuler le débat de la Table ronde 2.1 lors de la réunion au sommet du FMMD qui se tiendra en en Turquie en octobre 2015. Il n'est pas exhaustif dans son approche et ne reflète pas nécessairement les points de vue des organisateurs du FMMD ni ceux des gouvernements ou des organisations internationales impliqués dans le processus du FMMD.

² FMMD 2014-2015, Note conceptuelle finale, p. 4

³ Les références à l'intégration de la migration dans la planification du développement et à la cohérence politique figurent dans plusieurs documents du FMMD. En 2007, lors de la session 2.4, les pays d'origine étaient invités à intégrer les initiatives de développement de la diaspora dans la planification du développement à l'échelle nationale et locale (FMMD 2007a). En 2008, il était souligné, lors de la session 3.2, que les pays devaient rechercher une cohérence politique a) en reconnaissant l'importance de la migration et des diasporas comme faisant partie intégrante de la planification du développement, b) en traitant les causes profondes de la migration, c) en tirant parti des transferts de fonds et du capital humain des migrants et d) en tirant parti des migrants qualifiés (FMMD 2008). En 2009, lors du FMMD, il a été discuté expressément d'intégrer la migration dans les stratégies de développement via a) le développement de mécanismes de coordination nationale et internationale, b) le développement d'outils pour favoriser l'échange de connaissances mutuelles (profils migratoires, etc.) et de renseignements et c) des projets concrets (FMMD 2009a). S'agissant des initiatives, depuis 2011, la Suisse appuie la mise en œuvre du manuel du Groupe mondial sur la migration (GMG) sur l'«intégration» (2010), au moyen du projet pilote

semble qu'un consensus émerge sur l'idée que l'intégration de la migration dans la planification nationale du développement est un moyen de parvenir à la cohérence des politiques de migration et de développement. Les prérequis de cohérence des politiques⁴ ont été abordés dans le cadre du FMMD (FMMD 2007b : données, FMMD 2007c : engagement politique, consultation et coopération, capacité institutionnelle, ressources financières, humaines et autres, FMMD 2008 : cohérence au sein des gouvernements, FMMD 2012 : fort engagement politique et appropriation nationale). La cohérence des politiques a également été envisagée comme un moyen d'éviter le gaspillage des ressources et de renforcer le consensus et la compréhension mutuelle des priorités et des défis communs (FMMD 2014).

Malgré ce consensus, ce domaine présente des limites. Le débat sur l'intégration de la migration et la cohérence politique s'est axé sur la nécessité d'élaborer des politiques sur la base d'éléments concrets, ce qui demande d'analyser les effets réciproques entre la migration et le développement. Néanmoins, en pratique, cet examen a été limité à la compréhension et la quantification des effets de la migration sur le développement, et a donc négligé une réciprocité en principe reconnue entre ces deux domaines dans les discours. Bien que l'accent ait été mis sur le mouvement ayant lieu depuis des régions considérées comme « sous-développées » vers des zones « avantagées »⁵, le discours concernant les effets de la migration sur le développement est controversé et se cantonne généralement au volume des transferts de fonds et aux conséquences qu'ils ont sur les pays en développement, au transfert de talents (presque uniquement) des migrants hautement qualifiés vers les pays d'origine, à l'« engagement de la diaspora » (vers les pays dits d'origine), et, dans certains cas, aux programmes de migration circulaire ayant pour but manifeste d'éviter la « fuite des cerveaux ».

En outre, la traditionnelle distinction entre pays en développement et pays développés (qui veut que les premiers effectuent une analyse de la migration et de ses effets sur le développement afin d'intégrer la migration dans les stratégies de développement⁶ et que les seconds les aident à effectuer lesdites analyses afin d'utiliser les données pour mettre en place des politiques et des initiatives de coopération au développement qui feraient en sorte que les politiques d'aide et de migration ne soient pas contradictoires) (FMMD 2007b; FMMD 2009a et 2009b) est inappropriée. Cette distinction empêche de mettre l'accent sur les effets réciproques entre la migration et le développement tout au long du cycle migratoire, quelle que soit la façon dont les pays se considèrent ou dont ils considèrent leur niveau de revenus. La distinction en trois catégories entre les pays *d'origine*, de *transit* ou de *destination*, est une autre classification possible, fondée sur le cycle migratoire. Elle est cependant peu explicite, car de nombreux pays relèvent de plus d'une de ces catégories à la fois.

De façon semblable, le discours concernant les effets de la migration sur le développement n'a pas suscité une totale adhésion⁷. L'on considère souvent que la migration a une influence sur le « développement », mais rarement qu'elle en fait partie intégrante (réduction des obstacles à la mobilité résultant d'une liberté accrue ou d'initiatives de développement entraînant le déplacement d'individus).

Pratiques en vigueur en matière d'intégration de la migration dans la planification du développement et les politiques nationales

Jusqu'à présent, afin d'intégrer la migration dans la planification du développement, des efforts ont été accomplis pour améliorer : i) la coordination intragouvernementale ainsi que le dialogue entre les acteurs étatiques et non étatiques, ii) les données probantes relatives aux effets de la migration sur le développement (rarement l'inverse), iii) l'identification, la hiérarchisation et la mise en œuvre des objectifs stratégiques de la migration et

L'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement, mis en œuvre au Bangladesh, en Jamaïque, en Moldavie et en Tunisie, et étendu à trois nouveaux pays (le Kirghizistan, le Maroc et la Serbie) pour sa deuxième phase (2014-2018).

⁴ Dans le cadre du FMMD 2007, la cohérence politique a été définie comme suit : « Un développement systémique des politiques de renforcement mutuelles et de décisions entre les départements gouvernementaux et les agences, ainsi que la promotion des synergies entre les différents domaines importants de la politique pour la migration et le développement, avec pour finalité de maximiser l'impact sur le développement » (FMMD 2007c: 5)

⁵ Le discours politique sur la migration et le développement a principalement porté sur les mouvements des pays « pauvres » vers les pays « riches ». Il a moins été axé sur l'analyse des migrations intrarégionales, de la migration internationale vers les pôles émergents (régions ou villes), quelle que soit leur situation géopolitique, ou de la migration entre les pays dits développés et entre ceux en développement.

⁶ Par exemple, les programmes de développement national, les stratégies de réduction de la pauvreté, les stratégies pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (FMMD 2008), les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) (FMMD 2009b).

⁷ Les effets de la migration sur le développement sont énoncés dans le document de travail de la Table ronde 3.2 : Cohérence politique et institutionnelle au sein des gouvernements (FMMD 2008: 2). Toutefois, les effets du développement et des politiques de coopération au développement sont simplement évoqués dans le texte.

du développement, iv) la capacité des institutions de concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques et initiatives de migration et de développement ainsi que le processus d'intégration. Ces quatre aspects ont abouti à la création de comités interministériels consacrés à la migration et au développement de certains pays (au Bangladesh, en Jamaïque, au Maroc, en Serbie et en Tunisie), à la désignation de points de contact consacrés aux questions de migration dans les ministères compétents (Moldavie) ou à la création d'un organisme national de coordination destiné à la mise en œuvre de programmes nationaux de migration et de développement (Équateur), à la création de groupes d'experts (Bangladesh, Jamaïque, Tunisie) ou de structures ordinaires de réunions interministérielles (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse ; Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) et Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) 2013 : 42).

Ces efforts comprennent également : la mise en place d'une base de données sur les migrations (Jamaïque), l'institutionnalisation des profils migratoires (Moldavie, Kirghizistan) et leur mise à jour (Serbie), des études ciblées visant à comprendre la dynamique entre la migration et le développement dans un secteur donné (Serbie, Tunisie), ii) la promulgation de politiques de migration et de développement spécifiques (Équateur, Jamaïque, Moldavie) ou de politiques migratoires générales (Maroc) et l'intégration de réflexions concernant la migration dans les instruments de planification du développement (par exemple au Bangladesh, en Jamaïque, en Équateur, en Moldavie, au Kirghizistan) et dans les politiques de coopération au développement (par exemple l'approche globale européenne des migrations et de la mobilité, Allemagne, Espagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse ; ECDPM et CIDPM 2013); et iii) le renforcement des capacités en matière de migration et de développement pour les parties prenantes et l'institutionnalisation de ces questions (Kirghizistan). Certaines autorités locales ont également intégré les questions de migration et de développement dans les programmes de développement.

Les facteurs endogènes contribuant à intégrer la migration dans la planification du développement sont susceptibles de dépendre de la dynamique politique des pays (notamment des réformes politiques, législatives et institutionnelles), des éventuelles inadéquations entre les délais de planification (à l'échelle nationale et sectorielle), de l'absence de dispositions et de mécanismes officiels d'analyse et d'échange intégrés de données, de l'absence ou l'insuffisance de ressources institutionnelles et humaines, des contraintes financières, du manque de coordination et de l'absence de consultations approfondies. L'on trouve dans la liste des facteurs exogènes les débats internationaux et régionaux ou la coopération entre les États, permettant les modifications des politiques, réglementations et mesures relatives à la migration, qui à leur tour ont une incidence sur les politiques nationales.

2. Débat thématique :

Intégrer la migration dans la planification et les politiques sectorielles

L'approche sectorielle de l'intégration de la migration permet de réfléchir aux effets des politiques sectorielles sur la migration et inversement, indépendamment de la situation géopolitique des pays. Les politiques sectorielles définissent les priorités fixées à l'échelle nationale dans des domaines spécifiques. Les objectifs visés dans les politiques sectorielles sont susceptibles d'avoir des effets sur la mobilité des individus (interne, internationale, volontaire ou forcée). L'on ne sait pas vraiment dans quelle mesure les politiques sectorielles façonnent, facilitent, entraînent ou empêchent la migration. Le présent document ne vise pas à établir une feuille de route pour intégrer la migration dans la politique sectorielle, puisqu'il n'y a pas d'approche unique pour cela. Le processus dépend en fait du contexte. La présente table ronde apporte une double valeur ajoutée : elle attire l'attention sur les effets de la politique et de la planification sectorielles (relatives à l'agriculture, la santé, l'éducation, l'environnement, l'emploi, la protection sociale⁸, etc.) sur les décisions concernant les migrations,

⁸ Le terme « protection sociale » est utilisé par les institutions du monde entier et ne doit pas être restreint à la « sécurité sociale ». Il est souvent considéré comme recouvrant plus de réalités que le terme « sécurité sociale » (il comprend notamment la protection sociale fournie aux membres d'une famille ou aux membres d'une communauté), mais il prend aussi parfois un sens plus précis dans certains contextes (il peut ne désigner que les mesures destinées aux membres les plus pauvres et vulnérables ou exclus de la société). Ainsi, dans de nombreux contextes, les termes « sécurité sociale » et « protection sociale » sont largement interchangeable, et l'OIT les utilise dans le cadre de son discours auprès de ses mandants ainsi qu'au moment de leur donner des conseils opportuns. L'expression « protection sociale » est un synonyme de « sécurité sociale » et désigne la protection fournie par la sécurité sociale contre les risques et les besoins sociaux. Voir OIT, « Rapport mondial sur la protection sociale », édition 2014-2015, http://www.ilo.ch/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_245201.pdf. En outre, l'accès à des programmes de protection sociale et à la transférabilité des avantages peut avoir une influence sur les décisions de migration, tant dans les pays d'origine (conséquences sur la

sur la nature et la qualité du mouvement et ses résultats probables. Elle se penche en outre sur les effets de la migration sur les politiques sectorielles. Elle permet d'élaborer des approches concernant l'intégration de la migration dans la planification et les politiques sectorielles à partir des expériences et des pratiques optimales nationales.

L'intégration de la migration dans la planification nationale du développement, en particulier au niveau sectoriel, innove sur le plan politique, et s'avèrera capitale dans le cadre des efforts de promotion de la migration relatifs au Programme pour le développement durable d'ici 2030. Il n'y a pas de différence fondamentale entre l'intégration de la migration dans les politiques nationales et dans les politiques sectorielles, hormis le fait que différents ministères ou organismes publics sont chargés des différentes politiques sectorielles et de l'établissement des priorités sectorielles. Cependant, les informations manquent en ce qui concerne les dispositifs et instruments institutionnels créés par les pays pour intégrer la migration dans les politiques sectorielles. Plus qu'une feuille de route pour l'intégration de la migration au niveau sectoriel, voici un aperçu non exhaustif et peut-être un peu simpliste des façons dont la migration est intégrée dans les politiques sectorielles, dans le cadre du FMMD et à travers la pratique. La liste qui suit met l'accent sur les bonnes pratiques et les difficultés inhérentes aux différentes approches⁹.

Pratiques en vigueur en matière d'intégration de la migration dans la planification et les politiques sectorielles : portée, limites et potentiel

Emploi

Partout dans le monde, les politiques de migration de main-d'œuvre sont de plus en plus restrictives. Les pays de destination privilégient la migration de main d'œuvre hautement qualifiée afin d'encourager la compétitivité économique, ce qui entraîne la fuite des cerveaux dans les pays d'origine tandis que, parallèlement, les possibilités de migration régulière et ordonnée sont maigres. Par conséquent, les flux migratoires clandestins de main d'œuvre peu qualifiée, l'exploitation des migrants en situation irrégulière, le trafic de migrants, la traite des personnes et autres infractions apparentées engendrant des coûts humains et sociaux élevés persistent ou s'intensifient. Cette tendance à adopter des politiques migratoires restrictives fait obstacle à la création de politiques d'emploi cohérentes et engendre souvent une inadéquation entre le marché du travail et les compétences.

L'immigration des travailleurs peu qualifiés ou semi-qualifiés est rarement prise en compte dans les politiques d'emploi qui tiennent compte du rôle de la main d'œuvre étrangère dans les marchés du travail nationaux. Les débats du FMMD ont abordé la protection des droits de l'homme et des droits du travail des travailleurs migrants. Ils ont également porté sur la mobilité des travailleurs en général, notamment sur les programmes de migration circulaire et temporaire ou les accords de travail bilatéraux visant à remédier à la pénurie de main d'œuvre dans les secteurs les plus intensifs en main d'œuvre (agriculture, construction, aide à domicile et à la personne) ainsi que sur les politiques d'admission et d'intégration pour les migrants qualifiés destinées à combler les déficits de compétences dans des secteurs précis (technologies de l'information, ingénierie, biotechnologie, finance internationale ; Note conceptuelle du FMMD 2015). Certaines politiques d'immigration vont de pair avec des mesures facilitant l'insertion des migrants hautement qualifiés sur le marché formel du travail. Il peut s'agir de mesures de lutte contre la discrimination, d'accès à des formations professionnelles, préalables à l'emploi, linguistiques, de mise en œuvre de programmes de protection sociale (comprenant la transférabilité des avantages sociaux cumulés) et de reconnaissance des qualifications. Toutefois, c'est à peine si elles mettent en exergue les mesures s'appliquant aux personnes peu qualifiées sur les marchés du travail informels, qui concentrent un grand nombre de travailleurs migrants, et dans un contexte où le discours sur la migration et le développement est encadré en ce qui concerne la contribution à l'économie nationale des ressortissants résidant à l'étranger, plutôt que sur les conditions de travail des travailleurs migrants sur le territoire national. Parallèlement, les politiques migratoires explicites s'accompagnent généralement de mesures afin de protéger les droits des travailleurs migrants sur le marché du travail du pays de destination et, dans certains cas, du développement à l'étranger des

propension à émigrer) que dans les pays de destination (conséquences sur l'intégration des immigrants et sur les décisions de retour). Le Mexique et l'Albanie, par exemple, ont montré que la mise en place de régimes d'assurance sociale réduit les flux migratoires.

⁹ La liste de secteurs présentée ne se veut pas exhaustive. Les secteurs examinés dans le présent document sont tirés du manuel du Groupe mondial sur la migration (GMG) et des suggestions de l'OCDE lors des premières réunions préparatoires des équipes gouvernementales de la table ronde. Février 2015.

services de l'emploi (pour la Moldavie) ou des services de santé (pour le Mexique). Dernièrement, les politiques d'emploi n'ont que rarement pris en compte la réinsertion sur le marché du travail national des migrants qui rentrent au pays. L'enjeu consiste toujours à offrir des perspectives de travail décent, une protection sociale et des possibilités de carrière pour tous, dans les pays de destination mais aussi dans les pays d'origine où des politiques actives concernant le marché du travail, telles que les programmes de formation professionnelle et les services de l'emploi, peuvent influencer la décision d'émigrer et contenir les flux migratoires¹⁰.

Finance

Les transferts de fonds et les autres ressources de la diaspora ont figuré parmi les priorités du programme du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) depuis la conception de celui-ci. Dans ce domaine, la pratique vise généralement à améliorer les données concernant les transferts de fonds, à augmenter le volume de fonds transférés par des voies formelles, à encourager le recours productif aux transferts de fonds et à abaisser leur coût. Ce dernier point finit souvent par stimuler la concurrence entre les fournisseurs de services par la dissémination d'informations ; la réforme des cadres réglementaires ; l'inclusion financière, entre autres, en rattachant les transferts de fonds aux services et produits financiers formels (crédit, épargne, assurance) ; le développement de l'éducation financière, par l'utilisation de technologies et la création de partenariats entre les institutions financières et entre les institutions financières et non financières pour développer la prestation de services. Les politiques relatives au transfert de fonds (les politiques relatives au secteur bancaire et à la microfinance, à la libéralisation des marchés de transfert de fonds, à la sécurisation des transferts de fonds, aux opérations de change, au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, pour ne citer que quelques exemples) ont tendance à ignorer les possibles interférences et à ne pas prendre en compte les droits ou les politiques protégeant l'accès des migrants aux droits du travail. En outre, ces politiques partent souvent du principe que les transferts de fonds constituent un flux constant à destination des pays en développement. Bien que cela puisse être le cas, le fait d'utiliser des modèles de développement comme source de transfert de fonds n'est pas sans risque étant donné que ces derniers sont sujets aux fluctuations économiques (par exemple, récemment, la dévaluation du rouble a eu des répercussions considérables sur le bien-être des destinataires des transferts de fonds en Asie centrale)¹¹.

Agriculture

Le débat international sur la migration et le développement a, dans certains cas, reconnu les interactions entre l'agriculture et la migration. D'un côté, les cycles économiques, le marché du travail ou les déséquilibres démographiques et les forces sociales, le prestige attribué à certaines professions (telles que les professions agricoles) et les cycles agricoles, peuvent faire naître un besoin de main-d'œuvre (nationale et étrangère) spécifique et flexible. D'un autre côté, il y a une dizaine d'années, la Commission mondiale sur la migration internationale a montré du doigt les effets engendrés par les subventions agricoles et la baisse du cours mondial des produits agricoles sur les moyens de subsistance des petits fermiers originaires de pays en développement, parmi lesquels une migration interne et internationale (GCIM 2005 : 21)¹² et l'arrivée de travailleurs migrants temporaires et saisonniers dans les pays de destination. Récemment, l'Europe, dans son *Programme pour le changement*, a elle aussi reconnu que la sécurité, le commerce, l'agriculture et l'industrie de la pêche,

¹⁰ Voir Organisation internationale du travail (OIT), L'Agenda pour un travail décent <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/lang--fr/index.htm>

¹¹ David Trilling et Timur Toktonaliev, « Central Asia pays the price for Russia's tumbling ruble » (L'Asie centrale fait les frais de la chute du rouble) *The Guardian*, Bichkek, 29 octobre 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/oct/29/central-asia-counts-cost-russian-ruble-sinks> (consultation le 25 septembre 2015).

¹² La Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI) a affirmé que les pays les plus riches du monde consacraient plus de 300 milliards de dollars par an aux subventions agricoles, soit plus de six fois le montant de l'aide aux pays étrangers. En abaissant le cours mondial des produits agricoles, ces subventions rendent encore plus compliqué pour les petits agriculteurs le fait de rester sur leurs terres et contribuent ainsi à la migration au sein et à partir des pays en développement (GCIM 2005 : 21). À titre d'exemple, la libéralisation du commerce au Ghana a conduit à la saturation du marché avec l'importation de tomates en conserve, moins chères que les tomates fraîches produites localement. Ces dynamiques et cette évolution des goûts des consommateurs (qui préfèrent désormais les tomates en conserve, moins chères) ont des répercussions sur les moyens d'existence des petits fermiers ghanéens, certains d'entre eux décidant de migrer (y compris vers l'Europe) afin de trouver d'autres moyens de subsistance. Autre exemple, les accords d'accès aux pêcheries de l'OCDE, qui permettent l'accès des flottes des pays membres de l'OCDE au « surplus » des stocks de poisson dans les eaux côtières des pays en développement en contrepartie de paiements au bénéfice des pays en développement, ont compromis la durabilité de ces stocks de poissons et les moyens de subsistance des pêcheurs locaux. (Dayton-Johnson et Katseli 2006)

l'environnement, le climat, l'énergie et les politiques migratoires avaient des conséquences considérables sur les pays en développement (Commission européenne, 2011).

La question agricole est souvent intégrée aux politiques relatives à la migration de main d'œuvre (par exemple, via des programmes de migration temporaire et, au mieux, circulaire). Toutefois, d'ordinaire, les politiques agricoles n'« intègrent » pas les besoins liés à la migration. Dans une économie mondialisée, tendant vers la libéralisation toujours accrue des marchés, les politiques agricoles, migratoires et commerciales sont inévitablement interdépendantes, bien que pas nécessairement cohérentes les unes avec les autres. Ainsi, l'intégration de la migration dans les politiques agricoles doit se faire de manière compréhensive compte tenu des effets exercés par les politiques agricoles sur la mobilité humaine et inversement. À cet égard, il existe plusieurs exemples représentatifs. Récemment, en Suisse, le secteur agricole a adopté une nouvelle stratégie visant à mieux intégrer les réfugiés sur le marché du travail agricole en raison de la pénurie d'emplois imminente. Parmi les politiques agricoles qui influencent les flux migratoires, au Sénégal, le Plan de retour vers l'agriculture encourage la création d'emplois pour les jeunes dans les campagnes et, au Mexique, le programme de subvention de l'agriculture *Procampo* compense les inconvénients subis par les agriculteurs mexicains en raison de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) (Cuecuecha et Scott, 2009).

Éducation

Face à l'absence de perspectives d'éducation de qualité, certains peuvent être incités à poursuivre leurs études à l'étranger, en particulier dans le niveau supérieur. Néanmoins, une meilleure éducation peut fournir l'envie et les moyens de migrer. Parallèlement, des programmes de politique éducative peuvent eux aussi encourager les jeunes à rester. En outre, on constate un intérêt croissant pour la transition entre la mobilité internationale étudiante et l'incorporation d'étudiants étrangers sur le marché du travail de réception.

Le FMMD n'a pas souvent abordé la question des interactions entre l'éducation et la mobilité. Dans le contexte de l'immigration, l'éducation relève normalement de politiques d'intégration. Dans la pratique, l'intégration de la migration dans les politiques relatives à l'éducation s'est faite autour de la reconnaissance des qualifications et des diplômes obtenus à l'étranger dans le but d'encourager l'insertion des migrants sur le marché du travail (par exemple par des accords régionaux et bilatéraux). Certains pays désireux d'attirer des travailleurs qualifiés ou peu compétents ont également mis sur pied des mesures visant à garantir que les travailleurs et les membres de leur famille aient accès à l'éducation. En réalité, la migration est généralement intégrée dans les politiques relatives à l'éducation dans les pays dotés de politiques d'intégration implicites ou explicites (proposant par exemple des formations spécifiques d'amélioration des compétences telles que des formations professionnelles et l'apprentissage de langues étrangères).

Au-delà de la question de l'intégration, l'harmonisation des politiques devrait chercher à améliorer les politiques relatives à l'éducation de manière à prendre en compte et à refléter les besoins économiques et sociaux ainsi que les réalités du marché du travail. Ce dernier étant de plus en plus internationalisé, il devra trouver une manière de produire les savoir-faire garantissant que la main-d'œuvre peut répondre à la demande tant nationale qu'internationale.

Santé

La santé résulte du développement humain mais en est aussi une condition préalable. Le discours sur la migration et le développement s'est centré, dans une large mesure, sur la lutte contre la « fuite des cerveaux », en empêchant notamment le recrutement de professionnels de santé originaires de pays en développement¹³. Cette approche a été critiquée car elle justifierait implicitement les obstacles à la mobilité humaine. La migration a été intégrée dans les politiques de développement visant à renforcer les systèmes de santé des pays en développement afin de créer des perspectives encourageant les personnels de santé à rester (Vammen et Brønden, 2012). Sur le plan opérationnel plutôt que politique, « l'engagement de la diaspora » a été dans certains pays

¹³ Voir le Code de pratique mondial pour le recrutement international des personnels de santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), adopté par la 63^e Assemblée mondiale de la santé le 21 mai 2010. <http://www.who.int/hrh/migration/code/practice/fr/>. Il existe également des accords intergouvernementaux sur le recrutement des médecins (par exemple entre l'Inde et les Philippines).

intégré au secteur de la santé sous la forme de programmes de transfert de compétences¹⁴. Dans certains cas, ces pratiques ont conduit à l'intégration de la migration (ou de l'engagement de la diaspora) dans les politiques sanitaires.

En revanche, l'accès des migrants à la santé et l'amélioration des conditions de travail des personnels de santé sont des questions qui n'ont été que peu débattues au sein du FMMD. Les migrants, y compris sans papiers, dont le statut social et le niveau d'éducation sont peu élevés peuvent rencontrer des obstacles qui les empêchent d'avoir accès à des soins de qualité offerts dans des conditions d'égalité ainsi qu'aux mécanismes de protection sociale. Selon la Résolution sur la santé des migrants (WHA61.17) de l'Assemblée mondiale de la santé et ses principes et selon une étude menée par l'Organisation mondiale de la santé, le Haut-Commissariat pour les droits de l'homme (HCDH) et l'Organisation internationale pour les migrations, intitulée « Migration internationale, santé et droits de l'homme », il est nécessaire de promouvoir des politiques de santé et des stratégies de santé publique qui tiennent compte des besoins des migrants et d'assurer un accès équitable à la santé, à la prévention des maladies et aux soins pour les migrants et leur famille sans discrimination.

Questions transversales

Certaines questions transversales doivent être envisagées lorsque la question de l'intégration de la migration dans la planification et les politiques sectorielles est débattue. La présente section traite de l'urbanisme et de l'environnement.

Développement urbain

Les processus de « développement », tels que l'urbanisation, encouragent la mobilité humaine (interne et internationale). Les travailleurs en zone rurale peuvent être incités ou contraints à se déplacer, par exemple, s'ils sont attirés par de nouvelles perspectives d'embauche en ville (à savoir, dans le secteur de la construction, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, le secteur domestique ou le secteur du commerce de détail). Les villes, indépendamment de leur localisation (au Nord ou au Sud, dans des pays développés ou non, riches ou pauvres), constituent des plaques tournantes pour les dynamiques économiques et sociales qui encouragent la création de liens et la mobilité humaine (par exemple, la migration entre les zones rurales et urbaines, le fait que la plupart des migrants internationaux sont susceptibles de résider en ville et que ceux qui reviennent préfèrent s'installer en ville plutôt qu'en zone rurale). Pourtant, de telles dynamiques demeurent encore peu connues.

Les stratégies de développement urbain devraient envisager la mobilité humaine de manière à prendre en compte les multiples effets de l'urbanisation sur la mobilité humaine et les effets de cette dernière sur le développement urbain. Les autorités locales et les organisations communautaires ont, les unes autant que les autres, un rôle important à jouer pour garantir que les services urbains et l'urbanisation répondent à la diversité et aux besoins résultant de la mobilité humaine.

Environnement

Aujourd'hui, les points de contacts entre les politiques environnementales et la migration se limitent à l'adaptation aux changements climatiques. À cet égard, la migration (plus probablement interne qu'internationale) fait partie de l'équation et les migrants sont salués pour leur contribution à l'atténuation des effets des catastrophes (par exemple, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes).

La relation entre l'environnement et la migration est complexe. La détérioration de l'environnement influence la mobilité humaine (par exemple des zones rurales aux zones urbaines et des zones urbaines aux zones transfrontalières), ce qui entraîne des conséquences considérables sur les moyens d'existence des personnes ainsi que sur les objectifs personnels et professionnels souhaités. Actuellement, le Plan d'action pour l'adaptation locale (LAPA) et le Programme d'Adaptation à base communautaire (CBA) cherchent à évaluer et comprendre les points faibles des communautés pour proposer des solutions locales, via des partenariats entre les autorités locales, les experts et les résidents. La planification de mesures urbaines d'adaptation aux changements

¹⁴ Cela entraîne la mobilisation des professionnels migrants et leur engagement volontaire dans des missions de courte durée visant à faciliter le transfert auprès de leurs pairs dans les pays d'origine des connaissances et des compétences qu'ils sont censés avoir acquises dans les pays développés.

climatiques et la planification du développement urbain devraient être étroitement liées et complétées par des mécanismes solides de protection sociale afin de permettre à la population de faire face aux risques. Certains gouvernements ont déjà pris des initiatives pour canaliser les transferts de fonds et les investissements directs à l'étranger de la diaspora en créant des emplois verts et en finançant des projets environnementaux (dans le cas de l'Inde).

Questions directrices :

- Quels mécanismes peuvent systématiquement aider à évaluer les effets des politiques sectorielles sur la migration (l'immigration et l'émigration) et de la migration sur les objectifs politiques sectoriels ?
- Les implications des politiques sectorielles sur la migration et les migrants peuvent-elles être abordées : a) par **des politiques sectorielles spécifiques en faveur des migrants** et/ou b) par **l'intégration d'aspects pertinents de la migration au sein de politiques sectorielles générales** ?
- Comment les données issues de différentes sources peuvent-elles être analysées de manière à fournir des renseignements sur l'intégration de la migration au niveau sectoriel ?
- Quelle est la valeur ajoutée de la **coopération** institutionnelle à l'échelle du gouvernement et entre les gouvernements et les parties prenantes non gouvernementales pour intégrer la migration aux politiques sectorielles et comment peut-elle être encouragée ?
- Quels mécanismes peuvent garantir une correcte allocation des **ressources financières, matérielles et humaines** pour mettre sur pied des stratégies sectorielles objectives concernant la migration (l'immigration et l'émigration) ?
- Quel est le rôle des **parties prenantes non gouvernementales** (c'est-à-dire la société civile, le milieu universitaire, le secteur privé) dans l'intégration de la migration au niveau sectoriel ?
- Comment **surveiller** et **évaluer** les progrès réalisés en vue des objectifs stratégiques sectoriels en matière de migration (immigration et émigration) ? Comment garantir que les enseignements tirés sont systématiquement pris en compte dans la planification sectorielle ?
- Comment renforcer de manière durable les capacités techniques au sein du gouvernement pour **évaluer** et **aborder** de manière continue les effets, complexes, des politiques sectorielles sur la migration et de la migration sur les politiques sectorielles ?
- Comment garantir que les objectifs des politiques sectorielles en matière de migration s'accordent avec les priorités de développement local et national ?
- Dans quelle mesure les processus d'intégration de la migration peuvent-ils être reproduits dans d'autres contextes ?

3. Conclusions

Les processus d'intégration de la migration au niveau sectoriel ont eu tendance à se limiter à un certain nombre de secteurs dans lesquels les effets de la migration sont typiquement reconnus (par exemple, l'emploi et la finance), bien que les implications sur la migration de ces politiques ont tendance à être survolées. En effet, jusqu'à présent, ces dernières ont été méconnues, notamment en ce qui concerne leur influence sur les décisions concernant la migration, la nature du déplacement (interne, international, volontaire ou forcé) et ses conséquences. Les droits de l'homme sont quasiment absents des objectifs en matière de migration de certaines politiques sectorielles. En outre, il semblerait que la question de la migration redéfinit les objectifs de certaines politiques sectorielles (telles que développement urbain, l'environnement, l'éducation et la santé), bien que les implications sur la migration de ces objectifs restent peu comprises.

À mesure qu'un consensus émerge et prend forme au sujet de l'intégration de la migration comme un moyen d'harmoniser les politiques pour encourager le développement, il deviendra nécessaire de s'assurer que les politiques sectorielles « communiquent entre elles » et que les objectifs sectoriels sont harmonisés (par exemple entre les politiques relatives à l'éducation et à l'emploi, entre les politiques agricoles, commerciales et de développement, entre les politiques de protection des droits des citoyens à l'étranger et les politiques visant à promouvoir l'intégration des étrangers sur le territoire national).

Références

- Cuecuecha A. et Scott J. (2009). « The Effect of Agricultural Subsidies on Migration and Agricultural Employment » (Les effets des subventions agricoles sur la migration et l'emploi agricole). Centro de Investigación y Docencia Económica (CIDE). Document de travail no 474
- Dayton-Johnson J. et Katseli L. T. (2006). Migration, Aid and Trade: Policy Coherence for Development. *Policy Brief No. 28*. Centre de développement de l'OCDE <http://www.oecd.org/dev/37860544.pdf>
- ECDPM et CIDPM (2013). *Politiques et pratiques en matière de migration et de développement : Une étude cartographique de onze pays européens et de la Commission européenne*. Maastricht et Vienne : ECDPM et CIDPM.
- Commission européenne (2011). Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement. COM(2011) 637 final, Bruxelles, le 13.10.2011. http://www.enpi-info.eu/library/sites/default/files/agenda_for_change_fr.pdf
- GCIM (2005). *Les migrants dans un monde interconnecté : une nouvelle voie. Rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales*. Genève : GCIM.
- Groupe mondial sur la migration (GMM) (2010) Intégrer la migration dans la planification du développement : un manuel pour les praticiens décideurs politiques. Genève : OIM.
- Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), République de Turquie, présidence en exercice (2015). *FMMD 2014-2015, Note conceptuelle finale*. Février.
- FMMD (2014). Éléments pour un document de travail TR 1.1. Mettre en œuvre l'intégration et la cohérence dans les politiques de migration et de développement, Stockholm, 14-16 mai.
- FMMD (2012) Table ronde 2 – Intégrer la migration dans planification du développement. 2.1: Soutenir le développement national par le biais de processus d'intégration de la migration, de profils migratoires élargis et de réduction de la pauvreté. Rapport du rapporteur. Port Louis, 19-22 novembre.
- FMMD (2009a). Table ronde 1: Comment le lien migration - développement peut-il permettre de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Session 1.1 : L'intégration de la migration dans la planification du développement - Acteurs, stratégies et actions clés. Athènes, 4-5 novembre.
- FMMD (2009b). Table ronde 3 : Cohérence politique et institutionnelle et partenariats. Session 3.1 : Cohérence politique et institutionnelle – Données et résultats de recherche les plus récents. Athènes, 4-5 novembre.
- FMMD (2008). Session de Table ronde 3.2 : Cohérence politique et institutionnelle au sein du gouvernement. Manilles, Philippines, 27-30 octobre.
- FMMD (2007a). Table ronde 2 : Envois de fonds et autres ressources des diasporas : augmenter leur volume net et leur valeur de développement. Session 2.4 : Travailler avec la diaspora pour le développement. Bruxelles, 9-11 juillet.
- FMMD (2007b). Document de travail de la Table ronde 3 : Renforcer la cohérence au niveau institutionnel et politique et promouvoir des partenariats. Session 3.1 : Mesurer les impacts de la migration et du développement : récentes initiatives et progrès réalisés. Bruxelles, 9-11 juillet.
- FMMD (2007c). Table ronde 3: Renforcer la cohérence au niveau institutionnel et politique et promouvoir des partenariats. Session 3.2 : Planification politique cohérente et méthodologie pour lier la migration et le développement. Bruxelles, 9-11 juillet.
- OIM (2013). *International Migration and Development Training Modules. Facilitator's Guide (Modules de formation sur les migrations internationales et le développement. Guide du facilitateur)*. Genève : OIM.
- Vammen, I. M. et B. M. Brønden. (2012). *International Migration (Migration internationale)* Vol. 50 (3): 26-42.

ANNEX

This Annex contains descriptions and references to examples of relevant frameworks, policies, programmes, projects and other experiences in relation to the issues raised in the policy part of the Background paper. This second part of the Background paper aims to form the basis of an evolving catalogue of policies and practices with a view to be stored and displayed on the GFMD PfP website in the M&D Policy and Practice Database. See <http://www.gfmd.org/pfp/ppd>.

Title of M&D Policy or Practice: Interrelations between Public Policies, Migration and Development: Case studies and policy recommendations (IPPM)	
Country: Armenia, Burkina Faso, Cambodia, Côte d’Ivoire, Costa Rica, Dominican Republic, Georgia, Haiti, Morocco, The Philippines	Partner(s): OECD Development Centre, European Union
Thematic Area(s): migration, public policies, development, agriculture, education, labour market, investment, social protection and health	Tags:
Summary: <p>In January 2013, the OECD launched the project, “Interrelations between Public Policies, Migration and Development: case studies and policy recommendations”, which aims to enhance partner countries’ capacity to incorporate migration into the design and implementation of their development strategies. The project seeks to better understand how international migration affects non-migration related public policies, and conversely, how these affect migration.</p> <p>The project will provide empirical evidence on the interrelations between migration and public policy based on quantitative and qualitative fieldwork at the country level. The methodological framework of the project has been developed by the OECD Development Centre and is implemented in each of the ten partner countries by local research partners, who are collecting new and unique data through the use of household surveys, community surveys and qualitative stakeholder interviews.</p> <p>The project specifically aims to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Develop evidence-based analysis on: <ul style="list-style-type: none"> -The significance of migration in low- and middle-income countries’ development strategies. - The impact of both migration and non-migration related public policies on migration patterns and the situation of migrants. - The effect of migration-related decisions on other policy domains and ultimately on the socio-economic development of origin and destination partner countries. • Increase awareness among partner countries’ relevant interlocutors and provide them with policy recommendations on: 	

- How to incorporate the migration dimension into the design and implementation of their development strategies and other sectoral policy areas.
- How to ensure coherence between migration and other policy areas.
- Provide relevant stakeholders, both in the EU and partner countries, with guidance for policy dialogue.

Web Links:

<http://www.oecd.org/dev/migration-development/ippmd.htm>

Title of M&D Policy or Practice:

Assessing the economic contribution of labour migration in developing countries as countries of destination

Country:

Costa Rica

Partner(s):

OECD Development Centre, European Union, International Labour Organization

Thematic Area(s):

Economic importance of labour migration

Tags:

Labour Markets, Human Capital, Production, Economic Growth, Public Goods and Finance

Summary:

Context: About 10.5% of Costa Rica's total population (2010) are immigrants.

The project addresses the economic contribution of labour migration in South-South contexts and to foster strong synergies and cooperation with public institutions.

The project will serve as a platform for dialogue and discussion on the importance of labour immigration and its linkage to development. The objective is to identify key stakeholders, research priorities and available data sources in Costa Rica as well as knowledge gaps in terms of this project.

The project includes researches on Immigration and policy framework in Costa Rica and Research on the economic impact of immigration in Costa Rica.

This project aims at not only assessing the economic impact in the ten partner countries in isolation, but also at sharing experiences and knowledge among developing countries. The project is an important input for Costa Rica's Migration Policy.

Web Links:

www.oecd.org/dev

Title of M&D Policy or Practice: Interrelations between public policies, migration and development in Costa Rica	
Country: Costa Rica	Partner(s): OECD Development Centre, European Commission, Central American Centre for Development (CCP), University of Costa Rica
Thematic Area(s): Public policies, Migration and Development	Tags: Public policy, migration, development
<p>Summary: In January 2013, the OECD launched a project on the Interrelations between public policies, migration and development, which aims at enhancing the capacity of the project's ten partner countries in incorporating migration into the design and implementation of their development strategies through case studies. The project seeks to better understand how international migration affects non-migration related public policies, and conversely, how these policies affect migration. The project is co-funded by the EU Thematic Programme on Migration and Asylum and managed by the OECD Development Centre.</p> <p>The project aims to provide empirical evidence on the interrelations between migration and public policy based on quantitative and qualitative fieldwork in the country. The project will serve as a platform to bring together all relevant stakeholders in Costa Rica to discuss preliminary findings and open a dialogue on different points of views and interpretations. The project is an important input for Costa Rica's Migration Policy.</p>	
Web Links: www.oecd.org/dev	

Title of M&D Policy or Practice: Migra-Mobile (Migra-Móvil)	
Country: Costa Rica	Partner(s): IOM
Thematic Area(s): Migration Mobile Services to Communities	Tags: Transparency, access to information, visiting communities
<p>Summary: Costa Rica, as a receiving country, has been an option for improving the living conditions of thousands of migrants, refugees and asylum seekers.</p> <p>The Directorate General of Immigration and Foreignship, considering migratory movements and recognizing the difficulties faced by this population by ignorance and mismanagement of the immigration information because of the use of unofficial channels, which has led people to submit incorrect or procedures perform any migration management to regularize their situation because they know the requirements, has offered an alternative approach to measure the user population of migratory services.</p> <p>That is why it has been estimated that if we reach the communities and provide the information necessary for an understanding of the various immigration procedures, will ensure that many people who</p>	

can meet the requirements that are legally required to achieve regularize their situation and therefore incorporated into society in a productive way.

BENEFICIARIES

- All foreign persons who have a legal status in the country and require renewing their documents
- Foreigners who can opt for a legal regularization in Costa Rica.
- Costa Rican citizens interested in making their passport application process domestic and foreign persons requiring immigration information.

GENERAL PURPOSE

Improve the provision of migration services nationwide, shortening distances between immigration offices and their users, to provide more personalized care in remote areas where they mobilizing becomes extremely difficult.

SPECIFIC OBJECTIVES:

1. Visit distant communities of migrant positions to provide immigration services.
2. Improve the projection of Migration in the different communities.
3. To assist in the reduction of expenses for transfer in case of foreigners who are in the country with regular status regularized or options.
4. Provide information to foreign users on the procedures regarding stay in the country.
5. Provide information to national and international procedures on travel documents and exit of minors in the country users.
6. Drain all consultations generated by users.
7. To facilitate the processing of documentation, through the implementation of mobile equipment that enables the capture of images and data to both the accreditation document of stay in case of residents and the issuance of passports in the case of nationals

IOM has supported the project, through the refurbishment of the unit for mobile services in far communities.

Visiting communities is an important input for planning and policy making in managing migration flows in Costa Rica.

Web Links:

www.migracion.go.cr (There is no specific website for the program at this moment)

Title of M&D Policy or Practice: Routes for Integration	
Country: Costa Rica	Partner(s): IOM, National Commission for the Improvement of Justice Management (Comisión Nacional para el Mejoramiento de la Administración de la Justicia, CONAMAJ)
Thematic Area(s): Access to public services and access to justice for migrants	Tags: Integration, access to services, toolkits for civil society
<p>Summary: The Program “Integration Routes” has generated a positive interaction between different civil society organizations and the Directorate General of Immigration. This scenario facilitated the timely guidance and instruction on issues of access rights of migrants; on subjects as diverse as effective access to education, health, employment, decent housing, and an interagency effort in a new module of effective access to justice, which led to a very positive review of power concrete Judicial their accessibility policies, especially undocumented immigrants.</p> <p>The objective of the program is to train several hundred community facilitators, who in turn constitute appropriate multipliers proper immigration information, thus helping to eliminate many opportunistic versions of the subject circulate socially, and misled thousands of foreigners, and in turn, make them incurring unnecessary economic costs or take wrong the scope and requirements migratory ideas.</p> <p>This training program has a valuable toolkit that facilitates the transmission of information to different social sectors, for which the language and understanding of technical concepts and / or formal, constitute some level of hazard; for which the material and design with a playful visual language, depending on the target audience, the facilitator redirects the methodology.</p> <p>Providing participation of civil society and transparency of public services for migrants is a relevant key factor for policy making and planning migration.</p>	
Web Links: www.migracion.go.cr (There is no specific website for the program at this moment)	

Title of M&D Policy or Practice: Program “Healthy Ecuador, I am back for you”	
Country: Ecuador	Partner(s): Ministry of Health
Thematic Area(s): Health	Tags:
<p>Summary: In recent years, the Ecuadorian government has had an agenda with focus on the return of intellectuals and highly trained nationals who emigrated in search of better opportunities, often driven by economic incentives and hence contributing to the country’s “brain drain”. One of the policies that is being</p>	

implemented in order to facilitate the repatriation of national professionals is the program “Healthy Ecuador, I am back for you”; it seeks to promote the voluntary return of Ecuadorian doctors and specialists of the health sector living abroad. According to article 32 of the Constitution, health is a fundamental right that must be guaranteed and given by the Ecuadorian State. Hence, the Ecuadorian Ministry of Health, following the mandates stated in articles 4 and 196 of Ecuador’s Organic Law on Health, has the obligation to protect the right to health of every Ecuadorian citizen. This program aims at encouraging the repatriation of Ecuadorian health specialists who reside abroad through increased remunerations of \$986 to \$2,967, and by offering additional bonuses to those who render services in inaccessible parts of the country. Furthermore, national returnees are given direct affiliation to Ecuador’s Social Security Institute (IESS) upon their return.

Web Links:

<http://www.salud.gob.ec/ecuador-saludable-voy-por-ti/>

Title of M&D Policy or Practice:

Return Plan for Migrant Teachers and Education Professionals from Ecuador

Country:
Ecuador

Partner(s):
Ministry of Education, Ministry of Foreign Relations and Human Mobility, Embassy of Ecuador in Spain

Thematic Area(s):
Education

Tags:

Summary:

The Ecuadorian government elaborated a project for the return of migrant teachers to the country due to the present shortage of nursery educators as well as prepared teachers for secondary education. This program forms part of one of many governmental strategies that aims at facilitating the voluntary return of Ecuadoran nationals residing abroad.

The program was first implemented in Spain together with the then National Secretariat for Migrants (now Vice Ministry of Human Mobility). The Ministry of Education hopes to accomplish the return of at least 500 of the 1000 estimated educators that emigrated and currently reside in Europe.

Web Links:

<http://www.educacionsuperior.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2013/04/12-04-03-ACUERDO-N%C2%B0-2012-029-POLITICA-P%C3%9ABLICA-DE-LA-SENESCYT-PARA-EL-FOMENTO-DEL-TALENTO-HUMANO-1.pdf>

<http://www.senescyt.gob.ec/CA2014/adjuntos/BasesConvocatoriaAbierta2014.pdf>

Title of M&D Policy or Practice: Senescyt Scholarships to study in Ecuador and abroad	
Country: Ecuador	Partner(s): Secretariat of Higher Education, Science, Technology and Innovation (SENECYT)
Thematic Area(s): Education	Tags:
<p>Summary: The Ecuadorian government recognizes the importance of quality education that is accessible for all, as well as the importance of human capital in the development of a country. As established in article 26 of the Ecuadorian Constitution, education is a fundamental right that must be given and guaranteed by the national government. Article 183 of the Organic Law on Higher Education therefore establishes the obligation of the Secretariat of Higher Education, Science, Technology and Innovation (SENECYT) “to design, manage, and implement policies of scholarships for the promotion of higher education by the Ecuadorian government”. Accordingly, the SENECYT has established a series of scholarship programs for nationals for studying in local institutes of higher education as well as in leading universities around the world. The scholarships include the recipient’s tuition fees, living expenses as well as housing and flight expenses.</p>	
<p>Web Links: http://www.educacionsuperior.gob.ec/wp-content/uploads/downloads/2013/04/12-04-03-ACUERDO-N%C2%B0-2012-029-POLITICA-P%C3%9ABLICA-DE-LA-SENECYT-PARA-EL-FOMENTO-DEL-TALENTO-HUMANO-1.pdf http://www.senescyt.gob.ec/CA2014/adjuntos/BasesConvocatoriaAbierta2014.pdf</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Transnational Rights (pensions and social security)	
Country: Ecuador	Partner(s): Ecuador, Chile, Colombia, Spain, Uruguay and the Andean Community of Nations (CAN)
Thematic Area(s): Pension and social security	Tags:
<p>Summary: Ecuador has signed bilateral social security agreements with Chile, Colombia, Spain and Uruguay, as well as Multilateral and Ibero-American conventions on Social Security. Furthermore, the Ecuadorian State has commitments and obligations in this area, product of Community directives for the Andean Community of Nations (CAN).</p> <p>The above conventions, in general terms, establish the principle of equal treatment for Ecuadorian and foreign workers or pensioners, both in their countries of origin and destination, and the benefit can also be extended to their families. This framework promotes access to contributory benefits for pensions, maternity, survival, accidents at work, temporary and permanent incapacity, occupational diseases and death benefit.</p>	

The agreements also establish frameworks for the accumulation of periods of insurance in the countries of origin and destination, with the consequence that the beneficiaries of these agreements can access their benefits, regardless of the country of residence. These benefits shall be upgraded and supplemented periodically. In the case that a migrant has worked in any of the countries party to the agreements, without reaching the time of minimum contributions to benefit from the pension scheme, the contributions made in each country will sum up and the migrant will be entitled to the pension. The amount of the pension will be the result of the sums of the partial pension and will relate to the time of contributions and the age of the beneficiary.

Web Links:

Title of M&D Policy or Practice:

Higher Education for Salvadorans Abroad

Country:
El Salvador

Partner(s):
Universidad Tecnológica de El Salvador

Thematic Area(s):
Education

Tags:
Education, Integration

Summary:

“Distance Education Oriented for Salvadorans Abroad” is the name of the program currently being executed by the Viceministry for Salvadorans Abroad and Universidad Tecnológica de El Salvador (UTEC), which will allow the undertaking of joint actions to develop distance educational services for Salvadorans living overseas.

The Project is based on UTEC’s distance education program, and is oriented to offer virtual higher education for Salvadorans living abroad in order to improve their life conditions and strengthen their link to El Salvador by offering them services that can boost their professional profile and facilitate their insertion to the countries where they reside. The service offered is 100% online.

There are many Salvadorans who wish to start or continue their higher education studies but, in most cases, the economic factor, the lack of time, distance, or language barriers become the main obstacles they have to face and limit their capability of pursuing higher education.

Additionally, the Viceministry and UTEC have diagnosed the educational needs of Salvadorans abroad and have prepared ad hoc virtual courses for them such as technical courses, vocational programs, and other short courses.

The “Distance Education Oriented for Salvadorans Abroad” program is completely focused on improving living conditions for Salvadorans abroad and to strengthen their bond with El Salvador. It also promotes that all active students have the opportunity to carry out internship and professional practices in businesses and other organizations in their area of residence. The latter, in order for them to improve their professional background and make them more competitive for today’s job market.

Web Links:

<http://www.utec.edu.sv/distancia/>

Title of M&D Policy or Practice: Mainstreaming migration in the health sector	
Country: Ghana	Partner(s): Ghanaian Ministry of Health, International Organization for Migration, Kingdom of the Netherlands
Thematic Area(s): Health	Tags:
<p>Summary: The MIDA Ghana Health Project (2002-2012) enabled Ghanaian health professionals living in Europe to undertake temporary assignments to contribute to the development of human resources in the health sector in Ghana. The project was funded by the Netherlands and implemented by IOM in close cooperation with the Ministry of Health of Ghana and Ghanaian diaspora professionals. The project comprised: a) temporary assignments of Ghanaian diaspora health professionals residing in the Netherlands, the United Kingdom and Germany in Ghanaian hospitals; b) internships for health workers from Ghana in hospitals and health educational institutions in the Netherlands, the United Kingdom or Germany; and c) an assessment of the feasibility of the long-term return of diaspora professionals to Ghana. The project relied on an initial assessment of the capacity of the Ghanaian Government to incorporate a diaspora component into its human resource planning. The programme passed from the operational to the policy realm as the Government of Ghana took a more structured approach towards the facilitation of diaspora health professionals' engagement, formally recognizing and introducing diaspora contributions to the health sector in Ghana's health plan 2012–2016.</p>	
<p>Web Links: IOM 2012. Migration and Development: MIDA Ghana Health Project. The Hague: IOM The Netherlands https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/MIDA-Ghana-Health-Project-2012.pdf</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Migrant Workers Family Development Policy (Regulation of the Ministry of Women's Empowerment and Child Protection No. 20/2010 – “Bina Keluarga TKI”)	
Country: Indonesia	Partner(s):
Thematic Area(s): Empowerment and protection of migrant worker families through development policy	Tags: Migrant worker family, empowerment, protection
<p>Summary: In line with the Presidential Instruction No. 3/2010 on Justice for All/Equitable Development, the Ministry of Women's Empowerment and Child Protection issued Regulation No.20/2010 on Indonesian Migrant Worker Family Development Policy (“Bina Keluarga TKI”) in order to empower migrant workers and their families.</p> <p>This policy provides general guidelines and reference for national and local governments as well as communities to empower the economy, maintain harmony, well-being and protect families of Indonesian</p>	

migrant workers.

Since the Indonesian Migrant Worker Family Development Policy was established, there are currently 26 Working Groups on Migrant Worker Family Development at the local/district levels in 10 provinces across Indonesia.

The policy is considered as one of the government's alternative efforts to help overcome the problems of migrant workers and their families. The policy aims to empower families who have a family member -as a prospective migrant, migrant worker or returning migrant worker.

The development and empowerment of migrant worker families is done by increasing the resilience, building economic empowerment, fostering entrepreneurial spirit, effective use of remittances from abroad for productive economy, and by providing guidance for children of migrant workers according to their age.

Various activities for the development of migrant families are coordinated by women's empowerment programs in relevant agencies, non-governmental organizations, women's organizations and other community organizations.

Web Links:

www.kemenpppa.go.id

Title of M&D Policy or Practice:

Mainstreaming migration into planning at the sectoral level

Country:

Jamaica

Partner(s):

Ministries, Departments and Agencies (MDAs), private sector, Civil Society Organizations (CSOs), International Development Partners including IOM and UNDP

Thematic Area(s):

a) Governance and Policy coherence (b) Human Rights and Social Protection (c) Diaspora and Development (d) Labour Mobility and Development (e) Remittance and Development (f) Return, Integration and Reintegration (g) Public Order Safety and Security (h) Fa

Tags:

Summary:

Mainstreaming migration and development issues into national development planning is strategic for Jamaica as it aligns the national priority in the country's first long-term development planning framework Vision 2030 Jamaica — National Development Plan. The Plan seeks to enable the maximization of the benefits of migration while minimizing the negative impacts. The migration and development nexus is undergirded by the premise that migration has the potential to increase human capabilities, enlarge the scope of human choices, and create safe and secure environments for citizens and migrants. Mainstreaming migration at the sectoral level is set within the context of the National Policy of International Migration and Development. The overall objective of the National Policy and Plan of Action is to contribute to socio-economic development by integrating international migration into development planning at the national and sectoral levels. The Policy seeks to forge a common understanding of the migration and development nexus through nine thematic areas:

- Governance and Policy Coherence
- Human Rights and Social Protection
- Diaspora and Development
- Labour Mobility and Development
- Remittance and Development
- Return, Integration and Reintegration
- Public Order, Safety and Security
- Family Migration and Development
- Data, Research and Information Systems

Mainstreaming at the national and sectoral levels is facilitated through a whole-of –government approach. A new mechanism – National Working Group on International Migration and Development (NWGIMD) – was established in 2011. The NWGIMD is an interagency body with representatives from MDAs, Civil society, NGOs, academia and IDPs to facilitate greater institutional and policy coherence in migration and development initiatives. The Planning Institute of Jamaica as the government’s focal point on M&D and ensures the mainstreaming M&D is prominent in the national and sectoral agenda.

To further facilitate mainstreaming at the sectoral level, outputs and outcomes specifically relate to migration and development are included in the Government of Jamaica’s Medium Term Socio-Economic Policy Framework. The mainstreaming process has contributed to a number of positive impacts which underscore the potential of migration to contribute to development. The institutionalization of migration and development at the sector level is aimed at the implementation of specific outputs and activities within the National Policy on IMD and aligned to Vision 2030 Jamaica. To date, a number of activities and outputs have been articulated and executed in support of the mainstreaming migration across several agencies of the government of Jamaica. The examples outlined below are among some of the actions undertaken to integrate migration considerations at all stages of Jamaica’s development planning :

- Health (Establishment of a Think Tank and Advisory Board on Diaspora Affairs and Medical Missions within the Ministry of Health
- Diaspora Engagement (Enactment of the Charitable Organizations (Tax Harmonization) (Miscellaneous Provisions) Act, 2013. This Act is aimed at the management of both cash and social remittances for development purposes
- Establishment of Liaison Officers in destinations in which the government has existing circular migration programmes (USA and Canada) to provide support services to migrant workers. These services include:
 - o Annual and bi-annual orientation programmes which provides information to facilitate resettlement in countries of transit and destination
 - o Deployment of Liaison officers conduct sites visits to employment sites
- Education (Establishment of two (2) Diaspora Liaison Officers at Ministry of Education to facilitate clearance of education materials at ports of entry
- Training of professionals (teachers, medical doctors, nurses) for outsourcing
- Overseas work/study programmes facilitated by the Ministry of Education (MOE)
- Human Employment and Resource Training Trust National Training Agency (HEART Trust /NTA) training for low skilled migratory workers (chefs, hotel workers, domestic workers etc.)
- Gender - The GoJ has also sought to mainstream gender in development planning through the

establishment of Gender Focal Points (GFPs) in all ministries, departments and agencies (MDAs). Gender Focal Points will act as responsibility centres in order to improve organizational effectiveness and capacity within the public sector.

- Financial – Provision of counterpart funding for the implementation of the Global Joint Programme on Mainstreaming Migration into National Development Strategies
- Social Welfare and Vulnerable Groups - Implementation of the following mechanisms geared at improving labour standards for women migrant workers:
 - o Welfare and support services offered through the Liaison Services in the USA and Canada under the ambit of the Temporary Overseas Employment Programmes
 - o Establishment of the Family Services Unit within the Ministry of Labour and Social Security which provides support to family left behind to provide support services and reassurance to dependents
- Training programmes facilitated through the Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade for members of the Diplomatic Corp in Jamaica to ensure that within households, with regard to their treatment of their domestic workers and caregivers, they abide by the wage regulations in countries' of destination to protect against domestic servitude and peonage.
- National Security -Establishment of the National Taskforce Against Trafficking in Persons in 2005 to strengthen legislative, institutional and operational capacity to combat trafficking in persons. Its core emphases have been the prevention and suppression of trafficking in persons, the prosecution of offenders and the protection and provision of assistance to victims of trafficking.
- Enactment of The Trafficking in Persons (Prevention, Suppression and Punishment) (Amendment) Act, 2013.
- Facilitation of islandwide public education campaigns addressing human rights, trafficking in persons through the use of print and electronic medias
- Data and Information Systems -The Statistical Institute of Jamaica is in the progress of developing a national migration database to effectively monitor and manage migration related information for national planning
- Trade- Major manufacturers such as Grace Kennedy Company Limited, LASCO Manufacturing Limited and Juici Patties embark on nostalgic trade ensuring Jamaican products are accessible to members of the Diaspora.

“Migration is a central component of current population dynamics and is a key enabler for development at the global level”. Mainstreaming Migration at the sector level will prove critical as efforts are made to include migration in the 2030 Agenda for Sustainable Development. This inclusion recognizes the impact of migration not only on countries of origin, transit and destination but the well-being of migrants. Elaborating migration within this new global development framework provides the basis for greater recognition of its impact at the sector specific level and even more far reaching impact at the individual level.

Web Links:

www.pioj.gov.jm

Title of M&D Policy or Practice: Mainstreaming migration into planning at the sectoral level	
Country: Jamaica	Partner(s): Ministries, Departments and Agencies (MDAs), private sector, Civil Society Organizations (CSOs), International Development Partners including IOM and UNDP
Thematic Area(s): a) Governance and Policy coherence (b) Human Rights and Social Protection (c) Diaspora and Development (d) Labour Mobility and Development (e) Remittance and Development (f) Return, Integration and Reintegration (g) Public Order Safety and Security (h) Fa	Tags:
Summary: included in report	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Consolidating Moldova's Migration and Development Institutional Framework" (MIDIDOM) 2015 – 2018	
Country: Moldova	Partner(s): Swiss Development Cooperation (SDC) International Organization for Migration Diaspora Relations Bureau / State Chancellery
Thematic Area(s): Policy and legal framework development Migration and Development Community development	Tags:
Summary: The overall goal of the project is to maximize the positive impact of migration on the country's socio-economic development through improved national and local institutional framework and enhanced engagement of the diaspora. As a result of the first set of activities (under Outcome 1), the enhanced institutional framework for Diaspora, Migration and Development (DMD) at the national and local level will facilitate the productive involvement of the Moldovan diaspora and migrant community in the development of their country of origin. The present project shall support the capacity of the national institutions with a diaspora-engaging mandate, aiming at fostering the efficiency, ownership and sustainability of the coordination role, as well as strengthening the capacities for elaborating and implementing diaspora-engagement policies and services.	

The second set of activities (under Outcome 2) focuses on the enabling of the diaspora and migrant communities to directly engage in economic, socio-cultural, philanthropic, educational and other development themes. This objective shall be reached via, on the one hand, improving the capacity and tools available to the associations leaders and their network to raise funds, mobilize the diaspora potential/ expertise, and expand their local outreach, as well as, on the other hand, creating a functional and sustainable platform for the systematic involvement of diaspora representatives as agents of homeland development.

The MIDIDOM project shall particularly focus on advancing the capacity of the Government and DMD stakeholders to interact with and support the Diaspora’s initiatives, as well as increase the diaspora’s propensity of efficient and systematic engagement in activities benefiting the national and local development of the Republic of Moldova.

Web Links:

Title of M&D Policy or Practice:

IOM – UNDP Global Project “Mainstreaming of Migration into Development in Moldova” (MOMID) Phase I (2012 – 2013)

Country:
Moldova

Partner(s):

United Nations Development Programme (UNDP)
International Organization for Migration / Mission to Moldova (IOM)
State Chancellery of the Republic of Moldova
Swiss Development Cooperation (SDC)
Global Migration Group (GMG)

Thematic Area(s):

Institutional Framework / Governance
Migration and development

Tags:

Summary:

The MOMID pilot project, implemented in the period 2012 – 2013 in the Republic of Moldova, supported the objective of the Moldovan Government to systematically integrate migration and development agendas and develop national policies on international migration and development for implementation by the relevant government agencies, private sector and non-governmental organisations. Moldova has been selected as one of the pilot countries for this project in light of the developments made by the Moldovan Government to undertake this in the development planning in order to maximize the benefits of migration and reduce the negative impacts of migration on economic and human development. The support from the Global Migration Group was geared towards mainstreaming international migration into the National Development Strategy and afferent policy documents through coherent action with the support of the UN Country Team in Moldova.

The project goals (as stated in the project document) were to mainstream migration into the national development strategies of the country; and establish sustainable institutional mechanisms and participatory processes for promoting coherence on migration.

Among the project accomplishments were:

- the elaboration of the national Migration Mainstreaming Proposal, which provided the Government with concrete recommendations on mainstreaming migration into development planning in line with the National Development Strategy – Moldova 2020.

- the study on Options for harnessing emigrants' remittances and savings for the development of the Republic of Moldova, which helped Diaspora CSOs use financial and human capital accumulated abroad for homeland development, philanthropic activities, economic investments and opening businesses.
- the elaboration of the Course Material on Migration and Development, which helps to comprehensively address migration and development interlinkages in the national development strategies.

Web Links:

http://www.md.undp.org/content/moldova/en/home/operations/projects/democratic_governance/mainstreaming-of-migration-into-development-.html

Title of M&D Policy or Practice:

IOM – UNDP Global Project “Mainstreaming of Migration into Development in Moldova” (MOMID) Phase II (2014 – 2017)

Country:

Moldova

Partner(s):

International Organization for Migration / Mission to Moldova (IOM)
UN Women / United Nations Development Programme (UNDP)
Swiss Development Cooperation (SDC)
Diaspora Relations Bureau / State Chancellery

Thematic Area(s):

Institutional Framework / Governance
National and regional development
Migration mainstreaming

Tags:

Summary:

The second phase of the MOMID project is implemented as a joint programme of IOM and UNDP. Its desired impact is to enable governments and their partners to better measure, and make more visible the human development impacts of migration; and to govern the migration phenomenon so as to increase the human development outcomes and mitigate the risks for migrants, their families and communities at origin and destination.

For the 2nd phase of the programme synergies will continue to be sought with ongoing migration and development related government initiatives and projects supported by UNCT agencies. Namely UN Women was included in project partnership, providing important “building block” for the successful implementation by supporting the reflection of the gender-sensitive perspective in the outputs of the project and support review of migration and gender related issues in Moldovan Government's legislative, regulatory and programing framework. A stronger focus will be put on awareness-raising and enhancement of coherence level of migration-related external assistance. The programme will support the mapping of M&D projects, leading to discussions about potential synergies and integrated projects and scaling up of initiatives.

The project's two overarching objectives are:

- to enable countries to integrate migration into their national development planning documents and processes and to continually monitor and adjust their approaches to M&D; and
- to foster an active and mutually beneficial partnership among participating countries on M&D, and migration mainstreaming in particular.

This project thus responds to repeated calls for improving international migration governance, by

offering continued support to governments in their efforts to improve the evidence-base for migration and development (M&D) policy making; develop coherent M&D strategies, enhance coordination and develop capacities to implement and evaluate M&D strategies.

In pursuit of those objectives, the following country level outputs have been determined:

- engaging key stakeholders in the migration mainstreaming process;
- strengthening the M&D evidence base;
- identifying M&D priorities, supporting the elaboration of national M&D strategies and the implementation of some identified priorities; and
- developing capacities of governments to mainstream migration and monitor progress.

Web Links:

http://www.iom.md/attachments/110_Brosura%20UNCT%20ENG%203xA4%20v2.pdf

Title of M&D Policy or Practice:

Prime Minister’s Decree nr. 58-d (07.06.2013) regarding the appointment of Diaspora Focal Points

Country:

Moldova

Partner(s):

Government of the Republic of Moldova
Diaspora Relations Bureau / State Chancellery

Thematic Area(s):

Institutional capacity building
M&D Mainstreaming

Tags:

Summary:

Following the Government’s policy regarding the relations with the Diaspora and the cooperation with the international partners in the field of migration and development, the Prime Minister’s Decree nr. 58-d (of June 7th 2013) creates the framework for the implementation of the “whole-of-Government” approach in the field of DMD (Diaspora, Migration and Development).

The Decree stipulates the appointment of Diaspora Focal Points in the line Ministries and State Agencies on a decision-making (Vice minister or Deputy Director) and technical level (Head of Division) in coordination with the Diaspora Relations Bureau (State Chancellery). The main objectives of the framework are:

- to ensure the consolidation of the institutional capacities regarding the implementation of the State policies regarding the cooperation with the Diaspora;
- to ensure the efficient interaction between the governmental institutions via a horizontal integration (mainstreaming) of their responsibilities;
- to implement the transversal and integrated approach (“whole-of-government”) in the field of diaspora policy making, with each participating institution (with an appointed Diaspora Focal Point) responsible of Diaspora, Migration and Development topics within the limits of its mandate.

Web Links:

<http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=1&id=348273>

Title of M&D Policy or Practice: Mainstreaming migration in the health sector -- Under the IOM-UNDP Global Joint Programme Mainstreaming Migration into National Development Strategies, funded by SDC	
Country: Morocco	Partner(s): Government of Kingdom of Morocco, Ministry of Moroccan living Abroad and Migration Affairs, IOM, UNDP, Ministry of Health
Thematic Area(s): Health	Tags:
<p>Summary:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The relevant authorities are aware of the mutual influence of migration on the health sector and dynamic of health sector on migration in Morocco. • The Ministry of Health integrates the topic M & D in sectoral planning and in the national 2016-2017 strategy. <p>Expected outcomes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Roadmap / action plan to operationalize the integration of migration issues in the sectoral health strategy, including the objectives, specific pilot actions, a schedule of activities, a specific budget for the implementation of the actions identified and a framework for monitoring and evaluation of the integration of M & D issues in the health sector; b) Integration of migration in the 2016-2017 budget; c) Presentation of the roadmap during a validation workshop with members of the Inter-ministerial Committee on Migration and Development and relevant coordination groups. <p>The Ministry of Health and institutions involved in the mainstreaming migration in the health sector have an action plan for strengthening the capacity to implement and monitor M & D actions that are prioritized.</p> <p>Expected results:</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Action Plan for capacity building for the implementation of M & D actions are prioritized in the health sector; b) Support to the identification of focal points responsible for the implementation, monitoring and evaluation of M & D actions are prioritized in the health sector. 	
<p>Web Links: www.marocainsdumonde.gov.ma</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Mainstreaming migration in the health sector	
Country: Somalia	Partner(s): Federal Government of Somali Republic, Ministry of Human Development and Public Services, Directorate of Health; Republic of Somaliland Wasaarada Caafimaadka, Ministry of Health; Puntland Wasaarada Caafimaadka, Ministry of Health
Thematic Area(s): Health	Tags:
Summary: Three Somali regions (Somalia, Somaliland and Puntland) have mainstreamed migration into their respective Health Sector Strategic Plans January 2013 – December 2016. There is recognition of the great reliance of the public health system on contributions from by bilateral donors, UN agencies, and NGOs, which are nevertheless short-term interventions. Similarly, diaspora contributions to human resource development are acknowledged; in some cases it is noticed that skills are concentrated in a few young well-trained staff from the diaspora. Nevertheless, the sectoral human resource systems remain weak. Furthermore, diaspora remittances are considered an important source to finance public health systems; however, it is acknowledged the death of data concerning such contributions. In particular, migration mainstreaming in health plans has been expressed in the concern for generating additional funding for health, including ‘health income remittances/donations’ from the diaspora. In particular, diaspora contributions are enshrined in Objective 2: Establish (national) health accounts detailing all sources of health sector financing including from national budget, community/diaspora sources, external assistance and out-of-pocket expenditure, of Strategy 4 (on health financing) of the Somali health plan; in Objective 4: Better citizens engagement in the management and financing of the health services by 2016 of the Republic of Somaliland’s health plan; and the risk matrix of Puntland’s health plan, making reference to the mobilization of state and local resources (including diaspora) to overcome risks related to over dependence on external support.	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Migration Mainstreaming in Health Policies: the example of the Swiss Program “Migration and Health”	
Country: Switzerland	Partner(s):
Thematic Area(s): Health, Migration, Integration, Quality in Healthcare, Equal Access to Healthcare for All	Tags:
Summary: 1. Context: Foreigners make up one-fifth of the total Swiss population. They constitute a quarter of the labour force and fund a significant share of our health care system. But studies show that they are less healthy than	

the local population. Migrants are exposed to greater health risks and have a more difficult time accessing our health care services. Their knowledge about health-promoting behaviour is often insufficient, and they experience communication problems in their dealings with health institutions.

For detailed information regarding the health situation of migrants living in Switzerland, see Health monitoring of the migrant population in Switzerland.

2. The Swiss Programme Migration and Health

The National Programme “Migration and Health” (2014–2017) is the public health contribution of the Federal Office of Public Health (FOPH) in support of Switzerland’s migrant population. Its implementation occurs on behalf of the Federal Council (Federal Council Decree of 10 April 2013). Additionally, the programme is part of the national integration policy. The FOPH conceived the programme with the involvement of the State Secretary for Migration (SEM), the Federal Migration Commission and the Conference of Cantonal Health Directors, in accordance with the Federal Council’s demand that sensible integration policy measures be determined and implemented in various policy areas.

The Programme “Migration and Health” benefits primarily migrants of low social status and limited health literacy who suffer from corresponding health problems. But it is also intended to raise awareness among public health institutions in their dealings with diversity, allowing them to take their own measures. The approach will be as integrative as possible in order to take into account migrants’ needs within the normal structures of the health care system.

The programme follows international principles and initiatives (WHO, Council of Europe, EU); it aims to improve the health situation and health behaviour of the Swiss migrant population and create health equity. The health equity postulate is firmly established in the Federal Constitution and is a leitmotif of the federal government’s integration policy. Unless public health measures address the migrant population as well, they miss an important segment of their audience – with the corresponding risks and costs.

3. Implementation

With its annual budget of 2 million CHF, the programme implements measures in four areas of action:

- Health promotion and prevention
- Continuing education and provision in health care
- Community interpreting
- Research and knowledge management

Furthermore, relevant stakeholders in the health sector are encouraged to adapt their services to the migrant population as a target group, allowing them to take that population into account in their respective areas of competence.

Web Links:

<http://www.miges.admin.ch/>

Title of M&D Policy or Practice: Attracting Qualified Human Resources from Abroad Program	
Country: Turkey	Partner(s): Ministry of Labour and Social Security, Ministry of Science, Industry and Technology, Ministry of Development, Turkish Labor Agency, The Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey (TOBB), Ministry of Science, Industry and Technology, Directorate
Thematic Area(s): All sectors	Tags:
<p>Summary: Attracting Qualified Human Resources from Abroad Program.</p> <p>With this program, in order to increase knowledge based competitiveness at global level, the aim is to make Turkey an attractive country for national and international highly qualified human power, with a special attention to Turkish nationals living abroad, through creating suitable environment and conditions, and improving cooperation among universities, industry, public sector and research centers. In other words, our main goal is that Turkey will turn into a country that attracts the brains from all around the world country, while preventing brain drain from our country.</p> <p>Program Components:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Determining areas which need qualified foreign human resources in labor market, universities and public and private R&D centers. • Increasing activities for promotion of business, investment, employment, education and cultural environment of Turkey and assigning science and technology advisors in abroad. • Increasing efforts to participate in EU Framework Programme and developing new programmes similar to that with the countries having strong ties with Turkey in regards to economic, historical, and culture. • Developing partnerships with research centers and higher education institutions counterparts abroad in the priority field of technology • Creating a communication network for our graduate educated citizens abroad to keep relations alive and creating a database and catalog for Turkish researchers abroad. • Promoting advertisement for who will invest in Turkey and supporting the formation of new companies and entrepreneurial activities in the field of R&D infrastructure. • Increasing investment to increase the number of foreign students in universities and increasing the number of foreign students. • Improving and accelerating the work permit process for qualified foreign workers and developing a special system of Turquoise Card in line with this purpose. • Facilitating and improving the process relating to work and residence permits of qualified foreign workers and their families. • Facilitating the recruitment of contracted foreign experts in research projects. • Diversifying the visiting mechanisms for science and research people to give lectures and conferences. • Developing the mobility or training programs for university students abroad and for people 	

having extraordinary success in in the arts, science and culture.

- Extending the R&D supports to ensure citizens living abroad with postgraduate degrees to return to Turkey.

Web Links: